

# “SONDAGE”



*Ce que pensent les  
Tchadiens après le  
Dialogue*

*Sondage d'opinions sur l'état  
d'esprit de la population*

*Post-DNIS*

*Mai 2023*

© CEDPE

*Analyse effectuée par le centre d'études pour le  
développement et la prévention de l'extrémisme -CEDPE*

*Sous la direction de Madame Ndimendoudé Caroline*

- *Barka Boub*
- *Mabou Manacet*
- *Mahamat Ali Mahamat*
- *Makaila Samba*



## **Table des matières**

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>9</b>
<b>PRESENTATION DU CEDPE .....</b>	<b>13</b>
<b>QUELQUES RESULTATS CLES .....</b>	<b>17</b>
<b>Première partie : cadre théorique et conceptuel .....</b>	<b>20</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>21</b>
<b>1. Contexte et justification de l'enquête .....</b>	<b>22</b>
<b>2. Les objectifs de l'enquête.....</b>	<b>23</b>
<b>3. Hypothèses .....</b>	<b>25</b>
<b>4. Approche méthodologique.....</b>	<b>26</b>
<b>4.1. Délimitation du champ de l'enquête.....</b>	<b>27</b>
<b>4.2. Délimitation des aspects de l'enquête .....</b>	<b>27</b>
<b>4.3. La stratégie .....</b>	<b>28</b>
<b>4.4. La collecte des données .....</b>	<b>29</b>
<b>4.5. Outils utilisés.....</b>	<b>30</b>
<b>4.6. Mode de traitement des données.....</b>	<b>31</b>
<b>5. Définition des concepts.....</b>	<b>33</b>
<b>6. Les limites de l'enquête.....</b>	<b>33</b>
<b>Deuxième partie : analyse des résultats.....</b>	<b>35</b>
<b>I. Caractéristiques sociodémographiques des participants .....</b>	<b>36</b>
<b>1.1. Tranches d'âge et sexe des participants .....</b>	<b>36</b>

1.1.1.	Sexes des participants .....	36
1.1.2.	Tranches d'âge des répondants.....	38
1.2.	Statuts matrimoniaux des participants .....	41
1.3.	Situations professionnelles des participants.....	41
II.	Opinions des participants .....	44
2.1.	Sur la tenue du DNIS .....	44
2.1.1.	L'inclusivité du dialogue remise en cause ....	44
2.1.2.	Le déroulement des assises fustigé.....	49
2.1.3.	Résolutions et recommandations impopulaires 51	
2.2.	La vie républicaine post-DNIS .....	53
2.2.1.	Le peuple s'est-il réconcilié ?.....	53
2.2.2.	Qu'en est-il des grâces présidentielles ? .....	54
2.2.3.	Liberté d'expression et justice : où en est-on ? 57	
2.2.4.	Conflits internes : le problème reste entier ...	58
2.2.5.	La cherté de vie décriée .....	65
2.2.6.	L'épineuse question de la forme de l'Etat.....	68
2.2.7.	Doutes sur la transparence des élections présidentielles à venir .....	70
2.3.	L'espace G5-sahel.....	70
2.3.1.	La situation sécuritaire .....	71
2.3.2.	Le sentiment anti-français .....	72
2.3.3.	Le partenariat Tchad-France.....	75

<b>III. Les attentes de la population .....</b>	<b>76</b>
<b>IV. Vérification des hypothèses .....</b>	<b>77</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>81</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>84</b>

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

**AHA** : Action Humanitaire Africaine

**CEDPE** : Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme

**CONOREC** : Commission Nationale Chargée de l'Organisation du Référendum Constitutionnel

**CNDH** : Commission Nationale des Droits de l'Homme

**CMT** : Conseil Militaire de Transition

**DNIS** : Dialogue National Inclusif et Souverain

**G5-Sahel** : Groupe de Cinq Pays du Sahel

**GNNT** : Garde Nationale et Nomade du Tchad

**INSEED** : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques

**NED** : National Endowment for Democracy

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**OIF** : Organisation Internationale de la Francophonie

**OTAN** : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

**TIC** : Technologies de l'Information et de la  
Communication

**USAID** : Agence Américaine pour le Développement  
International

## AVANT-PROPOS

« *Tout le monde s'accorde pour reconnaître le rôle de l'intelligentsia, dans son ensemble et en la personne d'intellectuels prestigieux, pour la réalisation des changements démocratiques en Europe de l'Est et en Bulgarie en particulier* »<sup>1</sup>, dixit Ivaylo Znepolsi. Au Tchad, Le CEDPE, qui se veut un laboratoire d'idées, un pôle d'excellence se place également comme l'intelligentsia tchadienne, avec toutes les imperfections et insuffisances qu'il peut présenter. Il s'emploie à identifier des problématiques qui sont prégnantes dans la société, les scrute et propose des pistes de solutions à qui de droit. C'est donc bien dans cette dynamique, que le centre n'occulte pas dans ses activités le sondage d'opinion ou les enquêtes pour soulever les maux, qui gangrènent la société tchadienne des fois de façon subtile et insoupçonnée.

---

<sup>1</sup> Ivaylo Znepolsi « les intellectuels et l'édification des institutions démocratiques et de la société civile : exemple de la Bulgarie » Rapport juin 1998. P. 04.

Cette présente enquête qui intervient six (06) mois après la tenue du Dialogue National Inclusif et Souverain, a permis de faire une rétrospection dans un premier temps sur le déroulement de cette grand-messe nationale qui a réuni en théorie une importante partie des forces vives de la nation, et dans un second temps de recueillir les observations de la population concernant la vie républicaine un semestre plus tard. Succinctement, cette enquête a donc évoqué les questions suivantes :

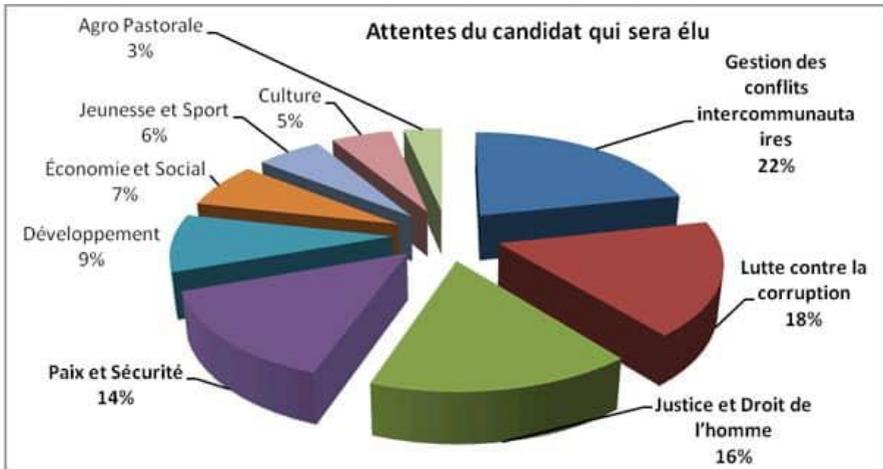
- Le Dialogue National Inclusif et Souverain (retour sur le déroulement) ;
- La situation sociopolitique du pays post DNIS ;
- La situation sécuritaire dans l'espace G5-Sahel et le sentiment anti-français de plus en plus prononcé ;
- Les attentes de la population vis-à-vis des autorités tchadiennes.

Dans le souci d'obtenir des opinions claires et une lecture plus ou moins pointue de l'actualité, nous avons administré les questionnaires à des personnes lettrées *a*

*priori*, c'est-à-dire à même de lire l'actualité, de la comprendre et d'apporter en toute liberté une opinion critique, fut-elle objective ou subjective. L'enquête a couvert les dix arrondissements de la capitale tchadienne, à raison de 100 personnes par arrondissement. Les moyens logistiques limités du CEDPE ne l'ont pas permis de faire immersion dans les 22 provinces restantes du pays.

Le CEDPE se dédouane de toute manipulation dans les opinions recueillies. C'est dans la plus grande objectivité et neutralité que ce travail a été effectué. De ce fait, les titres formulés dans cette présente étude relèvent essentiellement des opinions majoritaires.

En février 2021, en prélude au scrutin d'avril 2021, le CEDPE avait diligenté une enquête similaire avec les mêmes procédés intitulée « *les vraies attentes de la population tchadienne* ». Le schéma ci-dessous vous offre un aperçu des attentes formulées par la population à l'époque pour le candidat qui sera élu. A vous de comparer ces attentes, avec celles récemment formulées lors de la dernière enquête.



Sources : Sondage CEDPE 2021

Enfin, aucune œuvre humaine n'est parfaite. Ce travail peut présenter des insuffisances, en dépit de notre quête au quotidien d'atteindre l'excellence. Nous nous référons à votre indulgence à cet effet.

## **PRESENTATION DU CEDPE**

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure associative, apolitique, indépendante, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. Fondé grâce à un groupe des cadres, il est un pôle d'expertise dans le cadre d'études et de recherche sur les causes et conséquences des maux qui minent la stabilité sociale. Il est devenu une référence au Tchad et ailleurs dans le domaine de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, de la gestion des conflits inter et intracommunautaires, la stabilisation et le renforcement de la paix. Le centre mène depuis sa création en 2017, des activités qui sont entre autres : la descente sur le terrain pour mener des enquêtes, la publication des ouvrages, la publication de « SALAM » la revue scientifique trimestrielle, l'organisation des ateliers, des conférences débats et participe aux travaux d'études avec des partenaires dans son domaine technique d'expertise. Le centre participe également à des rencontres au niveau national et international. Il

dispose des chercheurs et chercheurs-associés de différentes nationalités qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche. A ce jour, le CEDPE a publié plus de 30 études sur les différents sujets en rapport avec la prévention et la gestion des conflits. La rencontre avec les jeunes pour la sensibilisation contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la prévention des conflits et la question de la paix font partie des activités du centre. Les différentes provinces du Tchad sont des zones de prédilection du CEDPE dès le début du lancement de ses activités, ce qui lui a permis de nouer des contacts accrus tant au sein de l'administration centrale que dans les collectivités déconcentrées. En collaboration avec le comité interministériel chargé de DDR et dans le but de réinsérer les désengagés et désassociés de Boko Haram, le CEDPE a effectué, fin 2019, une mission de profiling des désengagés de Boko Haram et a remis en 2021, une base de données riche de 16 000 pages à Mme la ministre de la Femme. Le CEDPE tient à remercier les partenaires comme l'USAID, le NED, le PNUD, l'OIF, le réseau,

Dynamic, le cabinet Senghor, Alwihda et bien d'autres, pour le soutien multiforme apporté aux activités de sensibilisation. Un rapport quinquennal détaillé en cours de rédaction retracera les activités menées par le CEDPE durant les cinq années d'activités entre janvier 2018 et janvier 2023.

En bref, les activités du Centre s'articulent autour des axes suivants :

- Promouvoir l'information scientifique via les organes de presse ou organes de presse spécialisés créés ;
- Former les jeunes aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- Faire des sondages dans tous les domaines (politiques, économiques et sociaux) ;
- Contribuer au bon déroulement en Afrique, des échéances électorales ;
- Participer à l'analyse de la conjoncture nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution dans tous les domaines, notamment la bonne gouvernance et les droits de l'Homme.



## QUELQUES RESULTATS CLES

**1.** Les Tranches d'âge des participants vont de 15 à 75 ans. L'on dénote une prédominance masculine chez les enquêtés avec **63,7%** des répondants de sexe masculin et **35,9%** de sexe féminin. 04 personnes soit 0,4% n'ont pas précisé leur orientation sexuelle. **44,1%** sont mariés et **49,5%** n'ont aucun engagement matrimonial. **6,4%** n'ont pas indiqué leur situation matrimoniale.

**2.** Les **étudiants et les élèves** représentent **22,4%** des enquêtés. Les **travailleurs** **13,2%**, les **débrouillards** **10,2%**, les **entrepreneurs** **5%**, les **ménagères**, **7,9%**, les **sans-emplois** **17,9%**, les **fonctionnaires** **15,2%**, « *autres* » **3,9%**. **4,3%** des participants n'ont pas indiqué leur situation professionnelle<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Découvrez l'explication de ces statuts professionnels à la page 17 de l'ouvrage.

- 3.** 321 répondants soit **32,1%** estiment que les résolutions et recommandations répondent aux attentes du peuple tchadien et traduisent les préoccupations de l'heure. Par contre, **61%** des répondants estiment que les conclusions du DNIS sont impopulaires. **6,9%** n'ont pas répondu à la question.
- 4.** **60,1%** ne croient pas en la transparence des élections à venir. **29,6%** estiment qu'elles seront crédibles et transparentes. **10,3%** n'ont pas répondu.
- 5.** **37,1%** affirment qu'ils préfèrent l'Etat unitaire fortement décentralisé contre **55,9%** qui penchent pour la forme fédérale de l'Etat. **7%** n'ont pas répondu à la question.
- 6.** **63,2%** trouvent que le sentiment anti-français est justifié en Afrique contre **29,6%** qui trouvent cet élan sans importance. **7,2%** n'ont pas répondu à la question.
- 7.** Les attentes de la population sont les suivantes :

- Améliorer l'éducation : 10,3% ;
- Améliorer l'électricité : 9,3% ;
- Améliorer la santé : 12,3% ;
- Améliorer le climat des affaires : 9,4% ;
- Désarmer les civils : 8% ;
- Dialoguer avec les politico-militaires réfractaires : 9,7% ;
- Intégrer les jeunes à la fonction publique : 15% ;
- Construire des routes nationales : 11,2% ;
- Autres (autoriser les manifestations, réduire le coût d'Internet, rendre accessible l'eau potable à tous...) : 14,8%.

# **Première partie : cadre théorique et conceptuel**

## **Introduction**

Au lendemain de la disparition brusque du Maréchal du Tchad, Idriss Deby Itno, le Tchad se retrouve dans une situation qui l'obligeait à réorganiser sinon refonder le pays. Le Conseil Militaire de Transition (CMT) est mis en place le 20 avril 2021, présidé par le Général Mahamat Idriss Deby. Ce conseil a publié une charte de transition dans le but de consolider l'Etat et renforcer ses institutions. A cet effet, un gouvernement de transition est également mis en place pour préserver la paix et la stabilité, d'assurer la continuité de l'Etat et poursuivre le développement du pays pendant la transition avant d'organiser des élections générales. Pour mener à bien ces actions, il est impératif pour le gouvernement d'organiser un dialogue national de réconciliation entre tous les fils du Tchad. Pour ce faire, le 20 Août 2022, il est ouvert des assises dites

« Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) » au palais des arts et de la culture de N'Djamena<sup>3</sup>.

En effet, c'est avec beaucoup de difficultés que les assises du DNIS ont eu lieu du 20 aout au 8 octobre 2022. Déjà, la mise en place du présidium a causé de remous dès les premières heures<sup>4</sup>. Des suspensions de séance ont émaillé tout le long du processus.

A l'issue de ce DNIS, les Tchadiens attendaient que de grandes décisions soient prises au minimum et concrétisées par les autorités de transition.

## **1. Contexte et justification de l'enquête**

La tenue du DNIS étant une étape cruciale et un « tournant décisif » pour la stabilité de l'Etat et ses institutions, ainsi que « de la consolidation de la

---

<sup>3</sup> Caroline Ndimendoudé, Bilan du Dialogue National Inclusif et Souverain et le rôle spécifique de la Société civile, *Revue salam*, mars 2023, p54.

<sup>4</sup> CEDPE-2023, « bulletin d'analyse sociopolitique du Tchad et de l'espace G5 sahel janvier 2022-janvier 2023 », *Revue Salam*, mars 2023, p.19.

démocratie » et de l'Etat de droit au Tchad, il est quasi impératif de connaître la réaction des tchadiens et de savoir comment ils ont apprécié ces assises et les conclusions y relatives.

C'est dans cette perspective et en vue de permettre aux « acteurs sociopolitiques » de disposer d'éléments d'analyses « scientifiquement élaborés » que le CEDPE a entrepris un sondage d'opinion des citoyens tchadiens dans le but de comprendre leurs attentes et les moyens de les réaliser et leurs propositions de solution « en fonction des situations ». Les résultats de ce sondage pourront servir de « boussole d'orientation politique » pour les décideurs politiques.

## **2. Les objectifs de l'enquête**

Le sondage d'opinion ou une enquête d'opinion est une application de la technique des sondages à une population humaine visant à déterminer les opinions probables des individus la composant, à partir de

l'étude d'un échantillon de cette population<sup>5</sup>. Ainsi, cette présente étude vise, à évaluer les perceptions et aspirations de la population, grâce à un échantillon de 1000 personnes réparties dans les 10 arrondissements de N'Djaména, six mois après le DNIS et ses conclusions.

Il s'agit plus spécifiquement de :

- Cerner l'appréciation de la population sur la gouvernance et la deuxième phase de la transition en cours ;
- Faire une introspection du DNIS pour comprendre comment la population l'a vécue ;
- Dénicher plus exactement la lecture qu'elle fait des conclusions du DNIS ;
- Identifier ses attentes ;
- Libérer la parole sur certaines thématiques brûlantes de l'heure (au Tchad comme dans l'espace Sahel).

---

<sup>5</sup> CEDPE-2021 « les vraies attentes de la population tchadienne »  
P. 11

### 3. Hypothèses

- L'histoire du Tchad est semée d'embûches. Plusieurs décennies de guerres ont non seulement retardé son développement économique, mais elles ont mis également le tissu social en lambeaux. Les populations tchadiennes, lassées de voir le pays rater le coche du développement à cause des tensions intestines et conflits internes à répétition, sont gagnées par une sorte de pessimisme et développent une incrédulité accrue vis-à-vis des projets d'Etat ;
- Nombre de personnes restent dubitatives vis-à-vis des conclusions du DNIS, fustigent les conditions dans lesquelles il s'est déroulé et sont sceptiques quant à la mise en œuvre des conclusions ;
- Une frange de la population ne voit aucun changement six mois après la tenue du DNIS ;
- Le sentiment anti-français gagne de plus en plus du terrain et les peuples africains sont de plus

en plus critiques en ce qui concerne la politique africaine de la France en Afrique subsaharienne.

#### **4. Approche méthodologique**

La démarche méthodologique, adoptée pour le sondage s'articule autour des phases suivantes:

- une phase de production des outils de collecte de données ;
- une phase de recrutement des enquêteurs ;
- une phase de formations des enquêteurs ;
- une phase d'enquête proprement dite (l'administration des outils et collecte de données) ;
- une phase de dépouillement ;
- une phase de traitement ;
- une phase d'analyse et interprétation des données.

## **4.1. Délimitation du champ de l'enquête**

L'enquête proprement dite est basée sur une analyse approfondie des données portant sur le thème « état d'esprit de la population post-DNIS ».

La méthode adoptée pour l'enquête s'est basée sur un sondage d'opinion auprès de différentes couches sociales de façon aléatoire (mais des personnes lettrées) pour connaître leurs attentes en cette période transitoire. L'échantillon du sondage était constitué de 1000 personnes réparties sur les 10 arrondissements de Ndjamena. Elle s'est basée sur la corrélation entre les opinions exprimées dans le questionnaire et leurs attentes.

## **4.2. Délimitation des aspects de l'enquête**

En plus d'être circonscrite dans la ville de N'Djaména, l'enquête se limite dans le temps à l'année 2022-2023, plus précisément au moment de la tenue du DNIS et les

mois qui ont suivi cette manifestation. Ce ne sont pas tous les sujets qui sont bien évidemment abordés, mais quelques-uns liés à la situation sociopolitique du pays et la situation sécuritaire dans l'espace G5-Sahel.

### **4.3. La stratégie**

La stratégie adoptée pour ce sondage renvoie aux instruments de collecte de données, à l'administration des outils. La tâche consistait à définir les méthodes et les techniques utilisées pour recueillir le plus



d'information possible à partir des opinions des participants. Pour ce faire, à la suite de l'élaboration de l'outil de collecte (questionnaire) comme en prélude aux sondages, l'équipe du centre a tenu une réunion d'orientation avec les jeunes enquêteurs le 30 mars 2023. Ensuite, une deuxième séance de travail s'est déroulée le 3 avril, la veille de l'enquête. Il s'agissait de donner aux enquêteurs les instructions définitives, afin qu'ils surmontent sans difficultés majeures les obstacles qu'ils devront affronter.

Des correspondances administratives ont été envoyées au ministère de l'administration du territoire et celui de la sécurité pour tenir les autorités au courant de cette activité et par la même occasion obtenir leur agrément. Ce qui a été le cas.

## **4.4. La collecte des données**

*Séance de travail le 03 avril 2023 au CEDPE*

La collecte des données sur le terrain a duré une journée, à savoir le 04 avril 2023, dans les 10 arrondissements de Ndjamena à raison de 100 personnes sondées par arrondissement. C'est grâce à

l'association des jeunes pour la construction d'un Tchad meilleur, organisation partenaire au CEDPE que les travaux de terrain ont eu lieu. La majorité des enquêteurs provient de cette association.

## **4.5. Outils utilisés**

Le seul outil utilisé pour les enquêtes est la fiche d'enquête avec des questionnaires préétablis. Les caractères confidentiel et anonyme des informations recueillies ont été préservés afin d'éviter d'exposer à d'éventuels préjudices les personnes interrogées.

Pour le traitement des données, il est important de dire que l'outil informatique nous a été d'un grand apport. C'est ainsi qu'à chaque étape nous avons eu à utiliser un logiciel spécifique. Nous avons utilisé les logiciels suivants :

- Microsoft Excel 2007 : nous l'avons utilisé pour présenter quelques données et calculer différents critères et également pour la construction de quelques graphiques. Il nous a permis de saisir les données et de faire les

premières analyses (tableau statistique, graphique etc.) ;

- Word 2017 : nous l'avons utilisé pour présenter le corpus de l'essentiel du rapport à travers la transcription intégrale du contenu.

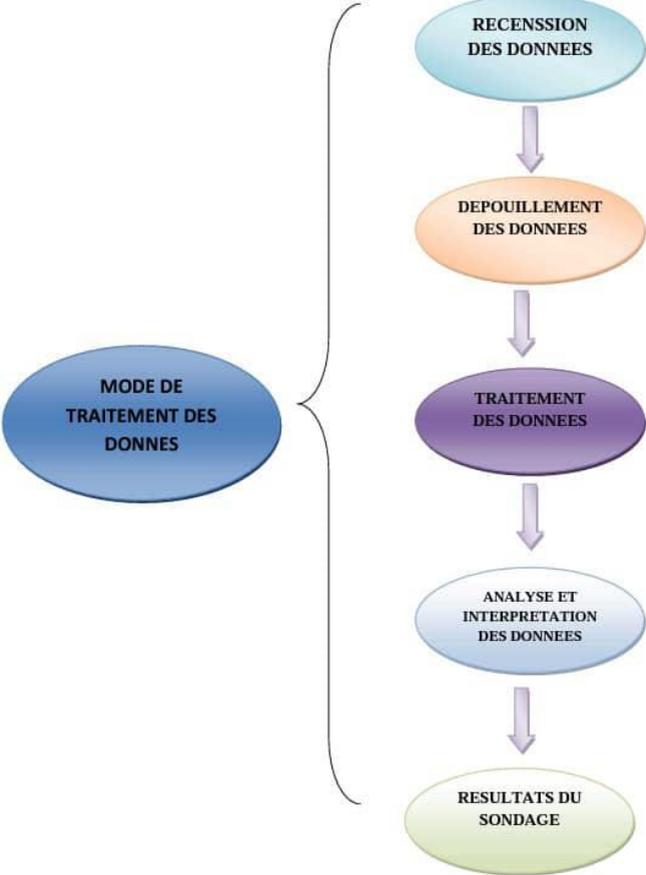
## **4.6. Mode de traitement des données**

L'analyse des données collectées a nécessité la transformation de ces dernières sous des formes appropriées et facilement exploitables. Une équipe de chercheurs (voir image ci-dessous) a travaillé au dépouillement de la base de données pendant deux jours.

Ainsi les données recueillies du sondage ont été transformées sous forme :

- de tableau de dépouillement ;
- des fiches ;
- tableaux statistiques,
- des graphiques.

Schéma illustratif du mode traitement des données du sondage



## 5. Définition des concepts

- **Enquête ou sondage d'opinion** : vise à donner une indication quantitative des opinions ou des comportements dans une population donnée<sup>6</sup>.
- **Transition politique** : est processus politique caractérisé par un passage progressif d'un régime à un autre.
- **Dialogue** : le dialogue signifie conversation entre deux ou plusieurs personnes sur un sujet défini. Dialoguer c'est également s'entretenir, converser avec quelqu'un au sujet de quelque chose. Pour dialoguer, il faut qu'il ait un mal entendu, une mal compréhension ou un conflit<sup>7</sup>.

## 6. Les limites de l'enquête

Cette enquête présente certaines limites. D'abord elle ne prétend pas à l'exhaustivité en matière des attentes de tous les Tchadiens dans cette période post DNIS. Elle est ensuite limitée uniquement à un échantillon de

---

<sup>6</sup> <https://www.lerobert.com> , consulté le 14 avril 2023.

<sup>7</sup> Le petit Larousse illustré édition 2022.

1000 personnes résidant dans les 10 arrondissements de Ndjamena. Les 22 provinces n'étant pas incluses dans l'enquête, il n'est évidemment pas possible d'avoir une vue panoramique des attentes de toutes les populations sur l'ensemble du territoire national.

## **Deuxième partie : analyse des résultats.**

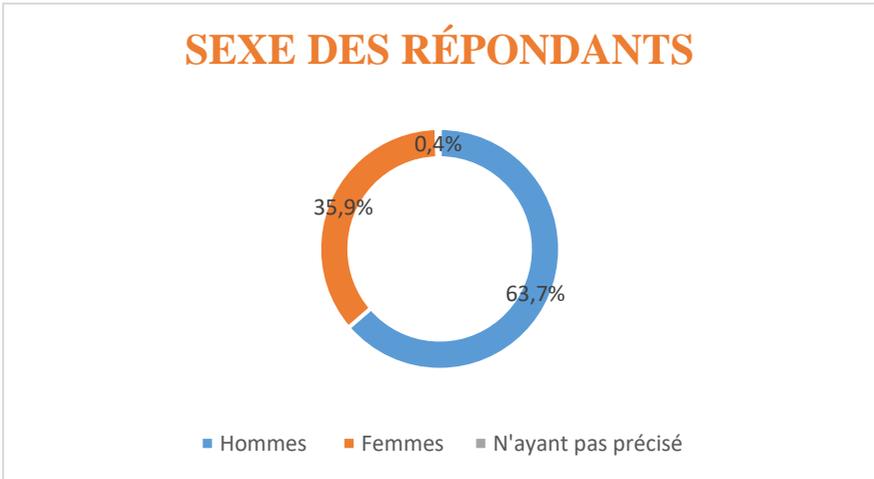
# **I. Caractéristiques sociodémographiques des participants**

## **1.1. Tranches d'âge et sexe des participants**

### **1.1.1. Sexes des participants**

Sur les 1000 personnes enquêtées lors de notre sondage, les résultats ont montré que **63,7%** des répondants sont de sexe masculin (**soit 637 hommes**) alors que ceux du sexe féminin représentent **35,9% soit 369 femmes ou filles**. 04 personnes soit 0,4% n'ont pas précisé leur orientation sexuelle.

Cette première donnée soulève *a priori* ce vieux débat sur le statut de la femme dans la société tchadienne. Elle



est victime de nombreux préjugés qui la relèguent au second rang dans plusieurs aspects de la vie. Cette situation entraîne chez elle un sentiment de fatalité et de résignation sur son « *identité d'être inférieur* » réduisant ainsi drastiquement sa capacité à se prononcer sur un certain nombre de thématiques. Sa liberté d'expression n'est pas aussi développée que celle des hommes à l'évidence.

Avec la mondialisation galopante et le choc des cultures, des femmes activistes, leaders d'opinion, politiques, juristes, actrices culturelles etc.

revendiquent de mieux la place que leurs congénères doivent occuper dans l'espace républicain dans les pays démocratiques et incitent les pouvoirs publics à reconsidérer les quotas accordés aux femmes dans les instances décisionnaires. Au Tchad, elles mènent un plaidoyer acharné depuis quelques années pour que la femme occupe à hauteur de 30% l'espace administratif tchadien. Mais force est de constater que l'acte ne suit pas immédiatement la volonté de parvenir à ce paradigme.

### **1.1.2. Tranches d'âge des répondants**

Après analyse des données, nous avons constaté que l'âge des participants va de 15 à 75 ans. En organisant les données par groupe d'âge à raison de 4 ans, nous dénotons la prédominance des uns et des autres :

Les répondants âgés entre 15 et 19 ans représentent **10,4%** des participants. Ceux dont la tranche se situe entre 20 et 24 ans représentent **22,6%**, 25-29 ans **18,9%**, 30-34 ans **14,5%**, 35-39 ans **10,1%**, 40-44 ans

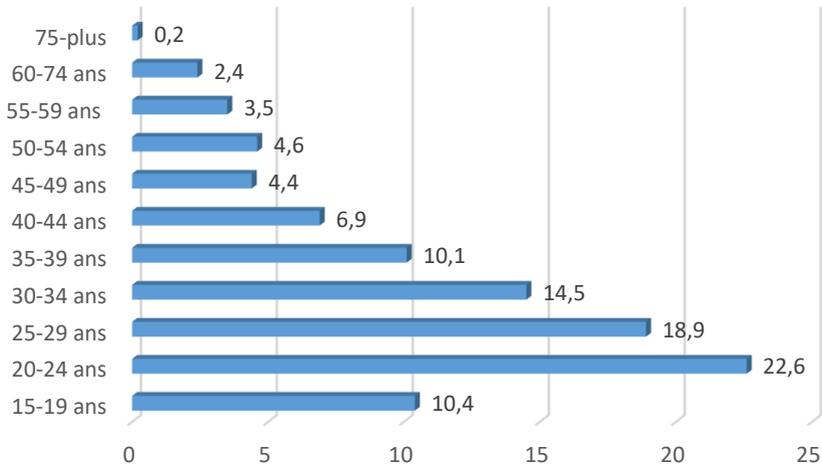
**6,9%**, 45-49 ans **4,4%**, 50-54 ans **4,6%**, 55-59 ans **3,5%**, 60-64-69-74 ans **2,4%** et enfin 75 ans et plus **0,2%**. 15 personnes soit **1,5%** des participants n'ont pas voulu indiquer leur tranche d'âge.

L'on remarque tout de suite au vu de ces chiffres une prédominance des jeunes gens âgés de 20 à 24 ans. Ils sont suivis par leurs aînés dont la tranche d'âge se situe entre 30 et 34 ans. Cette prédominance des jeunes entre 20 et 34 ans se veut en adéquation avec les données démographiques sur la population tchadienne calculées par l'INSEED<sup>8</sup>, qui avancent que les jeunes constituent plus de 50% de la population. Il est donc tout à fait logique qu'ils prédominent dans les sondages et que par conséquent, leur opinion pèse sur la balance par rapport à d'autres.

---

<sup>8</sup> L'INSEED estime la population tchadienne après une mise à jour des données du recensement général de 2011 à 16.877.375 habitants dont les jeunes de moins de 25 ans représentent plus de 50%. [www.inseed.com](http://www.inseed.com)

## TRANCHE D'ÂGE DES PARTICIPANTS PAR POURCENTAGE



**1,5% des participants n'ont pas souhaité indiquer leur tranche d'âge.**

## **1.2. Statuts matrimoniaux des participants**

Sur les 1000 participants, **44,1%** sont mariés soit 441 personnes. Les célibataires représentent **49,5%** soit 495 personnes. L'on comprend aisément cette disparité lorsque la grande partie des répondants est constituée de jeunes n'ayant pas une certaine stabilité financière stable. En outre, nous verrons plus tard que ce sont en partie des jeunes étudiants. Leur statut ne les permet de se lancer dans le mariage qui implique un certain nombre de charges et de responsabilité. **6,4%** n'ont pas précisé leur situation matrimoniale soit 64 personnes.

## **1.3. Situations professionnelles des participants**

Après dépouillement et analyse des données, nous avons identifié un certain nombre de métiers ou professions qu'exercent les participants. Nous regroupons ceux-ci de la manière suivante :

Les **étudiants et les élèves**. Ils sont sans doute la grande majorité des répondants, en phagocytant l'espace dans ce sondage à hauteur **22,4%**.

Les **travailleurs** sont ceux qui sont employés en bonne et due forme, dans le secteur privé. Ils représentent **13,2%** des enquêtés.

Les **débrouillards** sont ceux qui évoluent dans le secteur informel ou artisanal. Ils se nourrissent du jour au jour avec des faibles activités génératrices de revenus ou exercent des activités sans êtres fixes dans un domaine précis. Ils gagnent leur vie sur les opportunités qui se présentent. Ils représentent **10,2%** des enquêtés.

Les **entrepreneurs** sont ceux qui sont leurs propres patrons. Ils dirigent eux-mêmes leurs propres boites et payent les impôts. Ils représentent **5%** des enquêtés.

Les **ménagères**, qui sont de sexe féminin sont généralement des femmes âgées entre 30 ans et plus, qui s'occupent essentiellement de leurs familles. Elles

n'ont pas de véritables activités sources de revenus. Elles représentent **7,9%** des enquêtés.

Les **sans-emplois** sont généralement des jeunes diplômés, qui n'exercent aucune activité. Ils représentent **17,9%** des enquêtés.

Les **fonctionnaires** sont les agents de la fonction publique. Ils représentent **15,2%** des enquêtés. Nous avons classé dans la catégorie « *autres* » les chômeurs, touristes, acteurs culturels, hommes de médias etc., ils représentent **3,9%** des participants. **4,3%** des participants n'ont pas indiqué leur situation professionnelle.



## II. Opinions des participants

### 2.1. Sur la tenue du DNIS

#### 2.1.1. L'inclusivité du dialogue remise en cause

Sur les 1000 personnes sondées, 942 se sont prononcées sur la question soit **94,2%** des participants contre **5,8%** soit 58 qui se sont abstenues de répondre.

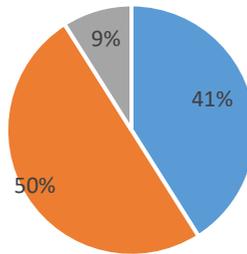
Si **342 (34,2%)** répondants estiment que le DNIS a été inclusif en intégrant sans omission toutes les représentativités de la nation tchadienne, **60% (soit 600)** des répondants donnent un avis contraire. Pour eux, le DNIS n'a pas été inclusif à cause de :

- La non-participation de certaines formations politiques : **41% (248 répondants) ;**
- La non-participation des politico-militaires : **50% (300 répondants);**
- La non-participation des organisations confessionnelles, des médias, de certaines OSC, des étudiants, des personnes handicapées etc. : **9% (52 répondants).**

Effectivement, l'on se souvient qu'après le pré-dialogue de Doha qui a duré cinq (05) mois au Qatar en regroupant une cinquantaine de mouvements armés, certaines de ces organisations ont opposé un refus catégorique de regagner le bercail, pour joindre leurs voix aux assises du DNIS qui a démarré au mois d'aout 2022. Celles-ci ont argué que leurs conditions n'étaient pas prises en compte dans l'accord de paix et que par

conséquent le pré-dialogue était biaisé. Parmi les organisations réfractaires, l'on cite le Front de l'Alternance pour le Changement au Tchad (FACT) de Mahamat Mahdi Ali, qui est en réalité l'un des principaux protagonistes ayant conduit le pays dans une période de transition, après la mort du Président Idriss Déby Itno au front.

## POURQUOI LE DNIS N'EST PAS INCLUSIF



- A cause de la non-participation de certains partis politiques
- A cause de la non-participation de certains mouvements politico-militaires
- Autres raisons

## **LES MOUVEMENTS POLITICO-MILITAIRES QUI ONT REJETE LE PROJET D'ACCORD DE PAIX DE DOHA**

- Le Front de l'Alternance pour le changement au Tchad (FACT) de Mahamat Mahdi Ali ;
- Le FPRN du Colonel Adam Yacoub Kougoude ;
- La Coordination nationale pour le changement et la réforme (CNCR) de Béchir Al-Khalil Hamadi ;
- Le Conseil National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD) de Dr. Abakar Tollimi ;
- L'Union des forces pour la démocratie et le développement de base (UFDDF) de Moussa Hamadi Obeid ;
- Le Conseil National pour la Réforme du Tchad (CNR) du Dr. Bichara Idriss Haggar ;
- Le Front National pour la Démocratie et la Justice au Tchad (FNDJT) d'Adam Chamaïmi et Youssouf Tollimi ;

- Union pour la Justice et Libertés (UJL) de M. Moussa Batrane ;
- Mouvement Génération Moderne pour le Changement au Tchad GMCT de Rakhis Ali Chahad ;
- La Marche des Patriotes pour la Renaissance du Tchad (MPRT) de Abakar Assilek Halata ;
- Conseil révolutionnaire démocratique (CDR) de Michael Acyl Ahmat Aghbach ;
- Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement (MPRD) Djédouboum Sadoum ;
- Le Rassemblement du Peuple pour la Justice (RPJET) de Ismail Abdoulaye ;
- L'Union nationale démocratique pour le changement (UNDC) d'Adam Othman Al-Jarami ;
- Mouvement Démocratique Rectification (MDR) du Chef Al-Labi Béchir ;
- Mouvement de la Renaissance (MRT) Tchadienne du Dr Mahamat Ibn Mahamat.

En outre, en interne, des partis politiques qui ne sont pas des moindres sur l'échiquier politique à l'instar du PSF (Parti Socialiste Sans Frontière) de Yaya Dillo, de l'Union des Démocrates pour le Développement (UDP) de Max Kemkoye, les Transformateurs de Succès Masra ou encore les Démocrates du Pr. Avockssouma Djona ont refusé de participer au DNIS le qualifiant de « mascarade » ou encore de « monologue » pour certains. Il convient de noter que le CEDPE a été exclu du Dialogue par le Gouvernement.

### **2.1.2. Le déroulement des assises fustigé**

**940** enquêtés se sont prononcés sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les assises, contre **60** qui ont observé le silence sur la question. De l'avis de **367** répondants soit **36,7%**, le Dialogue national s'est déroulé dans les conditions escomptées. Pour eux, l'accueil, la restauration, les dispositifs sécuritaires, le partage de la parole par travée, le temps d'intervention qui est de 3mns chrono, les travaux par commission etc. ont été suffisamment bien préparés et organisés de telle

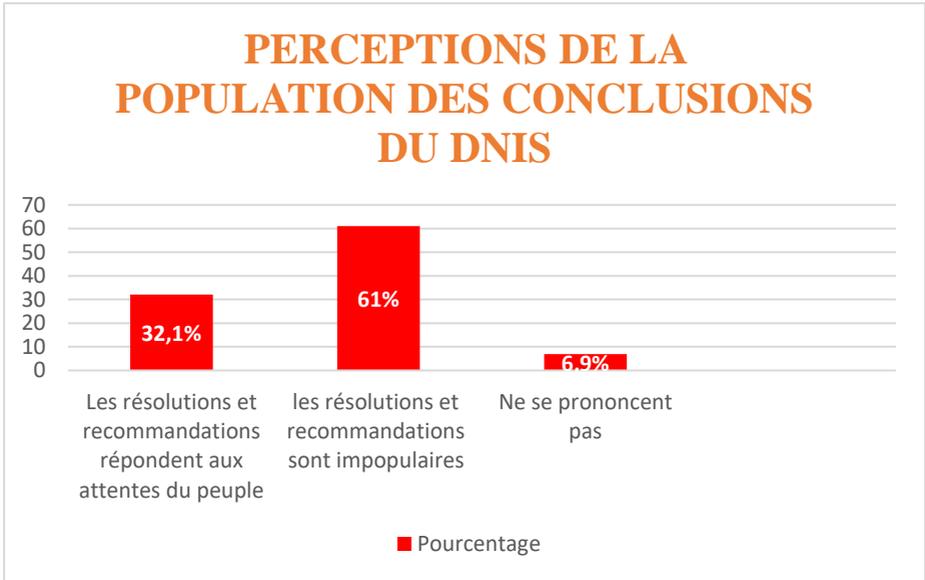
sorte que le DNIS a répondu à la hauteur de leurs attentes.

En revanche, **573** répondants soit **57,3%** avancement le contraire de la première opinion. Pour eux, le DNIS s'est déroulé loin des conditions escomptées. Lors des plénières, l'on assista à des scènes aussi choquantes que fantaisistes. Le premier drame enregistré lors de cette manifestation fut lorsque le Président désigné du présidium, intime aux journalistes en couverture sur un ton jugé condescendant de « quitter la salle ». L'on assista à des coupures d'électricité, de nombreux reports et suspensions de plénières, allongeant ainsi la période du DNIS à deux mois alors qu'il était censé prendre fin en 45 jours. Des personnalités non des moindres comme le président de la CNDH, les chefs traditionnels et par moment des politico-militaires claqueront la porte en pleine séance de plénière, trouvant discourtoise la gestion des débats. Pour les répondants, l'ensemble de ces faits enregistré ont déprécié l'envergure des assises.

### **2.1.3. Résolutions et recommandations impopulaires**

Sur les **1000** personnes enquêtées, **931 (93,1%)** ont répondu à la question contre **69 (6,9%)** qui se sont abstenues. **321** soit **32,1%** estiment que les résolutions et recommandations répondent aux attentes du peuple tchadien et traduisent les préoccupations de l'heure. Leur mise en œuvre par les différents acteurs concernés sera tout aussi salvatrice que nécessaire pour la nation tchadienne.

Cependant, **61%** des répondants soit **610** personnes estiment que les conclusions du DNIS sont impopulaires. Elles ne sont pas la résultante des espérances du peuple tchadien.



Enfin, les répondants se départagent définitivement sur les éléments qui ont failli ou qui ont entraîné l'échec du DNIS pour certains. **16,6%** d'entre eux estiment cependant que le DNIS a été une réussite sur tous les plans.

**275 soit 27,5%** estiment que le manque de transparence a plombé les assises. **279 soit 27,9%** parlent du manque des débats de fond alors que **276 soit 27,6%** avancent le manque d'inclusivité. **0,4%** des participants soit **4** n'ont pas répondu.

## **2.2. La vie républicaine post-DNIS**

### **2.2.1. Le peuple s'est-il réconcilié ?**

L'enjeu principal des assises du DNIS est la réconciliation du peuple avec lui-même. Depuis l'obtention de l'indépendance en 1961, les Tchadiens sont sujets à des violences inouïes qui ont jalonné la vie de la République. C'est donc pour jeter les bases d'un nouveau jalon empreint de quiétude que cette grand-messe nationale a été organisée. Six mois après, le peuple est-il réconcilié avec lui-même ? L'avis des participants divergent :

**948 (94,8%)** personnes ont répondu à la question contre **52 (5,2%)** qui se sont abstenues. Seulement **26,7% (267)** des participants estiment que le peuple

s'est réconcilié avec lui-même après le DNIS. **681** répondent par la négative (**68,1%**). Pour eux, le peuple ne s'est pas encore réconcilié avec lui-même.

### **2.2.2. Qu'en est-il des grâces présidentielles ?**

Le 25 mars dernier, par un décret présidentiel, le président de la République du Tchad Mahamat Idriss Déby Itno a gracié 380 ex-combattants du FACT, condamnés le 21 mars pour des faits d'atteinte à l'intégrité de l'Etat, de terrorisme, de mercenariat et d'atteinte à la vie du président Idriss Déby Itno. Ils étaient condamnés à la prison à perpétuité et à dédommager l'Etat tchadien à hauteur de 20 milliards de FCFA et la famille du défunt président IDI à 1 milliard de FCFA. Leur libération ainsi que celle des 259 manifestants arrêtés le 20 octobre 2022 (graciés le 27 mars 2022) suscite des controverses<sup>9</sup>. *« Cette liste de 259, c'est moins de 25% de nos camarades arrêtés et ou portés disparus depuis le 20 octobre. Libérer les*

---

<sup>9</sup> CEDPE- [www.centrerecherche.com](http://www.centrerecherche.com) « le CEDPE réagit à la suite des décrets gracieux les prisonniers le 27 mars 2023 ».

*plus de 75% sera le début de la fin d'un mensonge commencé par « insurrection » et qui finit par attroupelement » a réagi le Président des Transformateurs à la suite des deux décrets. Le Président du CEDPE quant à lui, Dr. Ahmat Yacoub Dabio, soutient pédagogiquement qu'« effectivement, la grâce présidentielle accordée aux prisonniers de guerre et des manifestants du 20 octobre 2022 constitue l'une de mesures qui pourraient bien apaiser la situation. Mais au moment où on gracie des prisonniers de guerre, on apprend qu'il y a eu des conflits armés au niveau de la province de Tibesti. C'est pourquoi, il faut envisager une stratégie de réconciliation et de consolidation de la paix en dehors des résultats du Dialogue tant fanfaronnés qui n'ont pas apporté une solution définitive à l'instabilité militaire au Tchad. Aussi, mon inquiétude est de savoir, est-ce qu'il y a eu, un programme de réintégration sociale de ces prisonniers qui vont être bientôt libérés. Puisque normalement, on doit adopter une approche préparant la réinsertion socioprofessionnelle de ces prisonniers pour qu'il y ait une prévention de la récidive. Cela est*

*bénéfique pour les prisonniers qui seront libérés mais aussi pour la sécurité publique ».*

Si bien même que la grande partie estime que la réconciliation n'est pas pour demain, n'y a-t-il pas une once de décriation lorsque le Président de la République décrète deux grâces présidentielles pour libérer plus de 400 prisonniers ?

Pour **45,5%** des participants, c'est un acte assez louable pour émuquer les tensions. **455** personnes estiment donc que les grâces présidentielles viennent renforcer un tant soit peu la réconciliation, contre **467 (46,7%)** qui ne voient aucune voie de réconciliation à travers ces décrets, lorsque jusque-là certains opposants se trouvent en exil et certains leaders des mouvements politico-militaires à l'exemple de Mahadi du FACT condamné à vie par contumace. **78** personnes soit **7,8%** se sont réservées de leur droit de répondre à cette question.

### **2.2.3. Liberté d'expression et justice : où en est-on ?**

La liberté de manifestation ou de marche est réduite à sa plus simple expression au vu des nombreux arrêtés ministériels qui interdisent systématiquement toute velléité d'organiser des activités qui relèvent de ce droit. Celles qui arrivent à se réaliser sans autorisation sont réprimées durement et violemment au grand dam des manifestants. Qu'en est-il de la liberté d'expression, qui se trouve être l'une des libertés fondamentales d'un peuple, après les assises du DNIS ? Et la justice, est-elle au service de tous avec impartialité et abnégation ?

Pour **629** participants soit **62,9%**, ni la liberté d'expression, ni la justice ne sont effectives pendant la transition post-DNIS. Par contre, **322** répondants soit **32,2%** estiment que la liberté d'expression et la justice sont réelles au pays. **4,9%** des participants soit **49** personnes n'ont pas répondu.

L'on remarque une prédominance de la négation dans les réponses des participants. Au vu de certains

événements qui ont suivi le DNIS, l'on comprend cette prise de position. Le dernier événement en date, est celui de l'arrestation de Kouhabé Zoumnone Pakagne, reporter à Vision FM qui a été arrêté par les éléments de la GNNT en faction à l'Hôpital Général de référence, sur instruction du DG adjoint de l'hôpital. Il sera conduit au CSP3 ce jour (23 mars 2023) avant d'être relâché quelques heures plus tard. Quelques mois plutôt, c'est le Directeur de publication du journal ABBA GARDE qui était placé en garde à vue pour des motifs méconnus.

Des gros scandales financiers comme la « SHT Gate », (plus de 200 milliards de FCFA évaporés), digne d'une saga à l'hollywoodienne a choqué plus d'un tchadien. Mais les mis en cause n'ont jamais été inquiétés par la justice. Pis, d'aucuns se sont retrouvés à des postes au plus haut sommet de l'appareil étatique.

#### **2.2.4. Conflits internes : le problème reste entier**

Selon une analyse menée par le CEDPE sur la situation sociopolitique du Tchad de l'année 2022, « plus de **460**

*morts* sont enregistrés dans les conflits intercommunautaires, éleveurs-agriculteurs et manifestations réprimées avec plus de **1000 blessés**, et plus de **2000 déplacés** ». En effet, l'année 2022 a été marquée à par de nombreux conflits meurtriers qui ont profondément fragilisé le tissu social. Ces conflits ont été provoqués par diverses causes faisant ainsi des bilans les uns plus atroces que les autres. L'on a également assisté à des enlèvements avec demande de rançon, des actes de grand banditisme et des cas isolés d'assassinats non élucidés par la police, qui n'a jamais pu aboutir à une enquête en bonne et due forme.

En janvier 2022, 21 civils ont trouvé la mort lors d'une manifestation réprimée par les forces de l'ordre, faisant plus de 70 blessés dans la région du Ouaddaï à Abéché. Sortis en masse à Abéché le 24 et 25 janvier pour fustiger la désignation d'un nouveau chef de canton par un décret présidentiel, les jeunes ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre. Par ailleurs, 211 personnes ont été détenues avant d'être relâchées grâce à l'arrivée d'une délégation ministérielle cherchant à

apaiser la situation. Le gouverneur sortant, le général Ahmat Dadi accusé par la population d'être à l'origine des ordres de la tuerie a été remplacé mais nommé par la suite Directeur général des renseignements généraux quelques jours plus tard.

De même que, le 09 février 2022, des affrontements ont eu lieu à Sandana dans la province du Moyen-Chari faisant 20 morts et un millier de déplacés. Il s'agissait d'un conflit opposant éleveurs et agriculteurs qui avait finalement pris une tournure intercommunautaire au cours duquel plusieurs villages ont été incendiés et des greniers dévastés.

De plus, le tourbillon de la violence n'a pas tardé à se poser également à Kouri Bougoudi dans le Tibesti, une zone aurifère, où l'on compte plus de 100 000 *orpailleurs* à la recherche de l'or. Les affrontements qui opposent les différentes tribus dans cette zone sont réguliers. Cette fois-ci, 207 personnes sont tragiquement mortes et plus de 500 blessés dans un conflit intercommunautaire entre le 23 et le 25 mai 2022. Selon le magazine mensuel africain Jeune

Afrique, « Kouri Bougoudi a longtemps été un « no man's land », (Zone dévastée de ses habitants), la région étant restée hors de contrôle pendant de longues années. Les orpailleurs étaient le plus souvent armés afin de se défendre en cas d'affrontements (...). Depuis une dizaine d'années, des milliers de personnes venues du Sahel y sont installées pour tenter de faire fortune dans l'orpaillage clandestin. Fermés pour raison sécuritaire, les sites d'orpaillage de Kouri 35 et Kouri 60 ont de nouveau été ouverts aux orpailleurs et aux sociétés d'orpaillage, après la nomination du général Adam Nouky Charfadine comme directeur de la Société nationale d'exploitation minière et de contrôle.

Selon Jérôme Tubiana, spécialiste en gestion des conflits, qui a eu l'occasion de se rendre dans cette région, « il s'agit d'une zone très difficile à contrôler, notamment dû à la frontière qu'elle partage avec la Libye. En plus, c'est une région qui est assez peuplée, difficile à contrôler. Cela est dû à sa particularité des mines qui sont à la frontière libyenne. Il faut également noter qu'en Libye il n'y a pas d'Etat mais plutôt des

*milices et rebelles tchadiens qui sont à l'origine de plusieurs attaques à Kouri-Bougoudi, empêchant ainsi l'armée tchadienne d'avoir le contrôle dans cette zone* ». Notons que le potentiel minier de cette zone est estimé à plus de 50 milliards de francs CFA par semaine, selon le chef de l'État tchadien Mahamat Idriss Déby, qui a promis d'y restaurer l'autorité de l'Etat en installant des comptoirs pour « *légaliser* » l'orpaillage et son trafic. Mais jusqu'à ce jour, force est de constater que les actes n'ont pas suivi les résolutions prises par le Président de Transition et que les affrontements reprennent de façon sporadique.

En 2022, le canton de Léo dans le Mayo Kebbi Est, a été une scène de théâtre des affrontements entre les éleveurs et agriculteurs. Cela a entraîné des bilans lourds dont, des cases et des greniers réduits en cendres, une vingtaine de morts, et plus de 600 déplacés.

En septembre 2022, des violences liées aux conflits éleveurs et agriculteurs ont simultanément éclaté à Mangalmé dans la province du Guéra et à Kyabé dans la région du Moyen Chari. L'on décompte une vingtaine

de morts à Kyabé, et selon le groupe de réflexion des cadres du Guéra, "plus de 100 morts" sont enregistrés à Mangalmé.

Les pertes en vie humaine dues aux conséquences de la transhumance et des tensions intercommunautaires au Tchad en 2021 sont aussi particulièrement lourdes, avec 24 incidents signalés à travers le pays. Les affrontements auraient fait 309 morts et 182 blessés, plus de 6500 déplacés sans compter les destructions des biens et des moyens de subsistance. Selon une étude menée par le cluster Protection dans la province du Lac en juillet 2021, les principales raisons des tensions intercommunautaires sont entre autres : l'accès aux ressources économiques (49%), l'accès à la terre (21%) et l'accès aux services (11%)<sup>10</sup>.

**Le DNIS qui avait pour but d'unir les cœurs a-t-il trouvé des solutions au problème des conflits internes ? 581** des participants répondent par la

---

<sup>10</sup> Source : CEDPE-2023 « ANALYSE DE LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE DU TCHAD ET DE L'ESPACE G5 SAHEL POUR L'ANNEE 2022 », P. 12

négative soit **58,1%**. Pour eux, les tensions internes ne se sont pas améliorées après le DNIS. Effectivement, à peine deux semaines après les assises, l'on a assisté à la plus meurtrière des manifestations jamais vue au Tchad (le 20 octobre 2022). Le 23 novembre 2023 à Koutou-Mar dans le Logone Occidental, un conflit éleveurs-agriculteurs a fait huit (08) morts. Fin février 2023, au moins 14 personnes ont perdu la vie dans de nouveaux affrontements intercommunautaires qui ont opposé des éleveurs à des cultivateurs dans la localité de Malgame, province de Guera dans le Centre du Tchad. Après recoupement des informations publiées dans les médias, « *Les violences ont été provoquées par des vols de bétail créant un différend entre des éleveurs et des agriculteurs de Mangalmé* ». Tels sont les dires du gouverneur de la province de l'époque, rapportés par les médias. Dans un tweet, l'Action humanitaire africaine (AHA), une ONG qui milite dans la défense des droits humains, a plaidé pour que le gouvernement tchadien réagisse « pour apaiser la tension récurrente

dans ce département » de Manglamé<sup>11</sup>. Le 13 mars 2023 dans la province du Lac à Mamdi, 12 personnes sont mortes toujours dans des conflits opposant les agriculteurs et les éleveurs.

Toutefois, **315** répondants soit **31,5%** estiment qu'il y a une baisse notoire des conflits de tout genre après le DNIS. **104** participants soit **10,4%** ne se sont pas prononcés sur la question. Soit **896** ont répondu.

### **2.2.5. La cherté de vie décriée**

Le panier de la ménagère est de plus en plus léger. « L'inflation a atteint un seuil intolérable pour le bas peuple. Car il se plaint de l'augmentation des prix des produits de grande consommation. La cherté de la vie, et le délestage représentent une crise sociale inquiétante voire une réelle menace sur le devenir du pays. Cela peut impacter sur la cohésion sociopolitique si toutefois

---

<sup>11</sup> Peter Kum « Tchad : au moins 14 morts dans un nouveau conflit intercommunautaire à Mangalmé » article publié le 04-03-2023 sur [www.aa.com.fr](http://www.aa.com.fr) consulté le 14 mars 2023 à l'adresse <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-au-moins-14-morts-dans-un-nouveau-conflit-intercommunautaire-%C3%A0-mangalm%C3%A9/2837090>

une solution n'est trouvée dans un délai raisonnable. Par ailleurs, certains produits alimentaires connaissent une pénurie provoquant une hausse de prix à l'exemple du riz, de la farine, et de l'huile. Les causes de cette cherté de vie que l'on constate un peu partout dans le monde sont attribuées à la pandémie de Covid-19 d'une part, et à la crise Ukrainienne d'autre part. Au Tchad, cette cherté de vie a provoqué une sorte d'insécurité<sup>12</sup> » écrit le CEDPE dans l'un de ses ouvrages publié en février 2023. « Après des enquêtes, le CEDPE trouve malsain que les commerçants adoués par les autorités, trouvent pour alibi la crise Ukrainienne pour justifier l'inflation généralisée des prix sur les marchés du pays. A l'exemple de la farine du blé, le taux d'importation du blé extérieur provenant de l'Ukraine est seulement de **33%** à peine. Soit, le pays est ravitaillé par le blé local à hauteur de **67%**. Bien que l'Ukraine soit le premier producteur et exportateur du blé à l'échelle mondiale, cela ne justifie

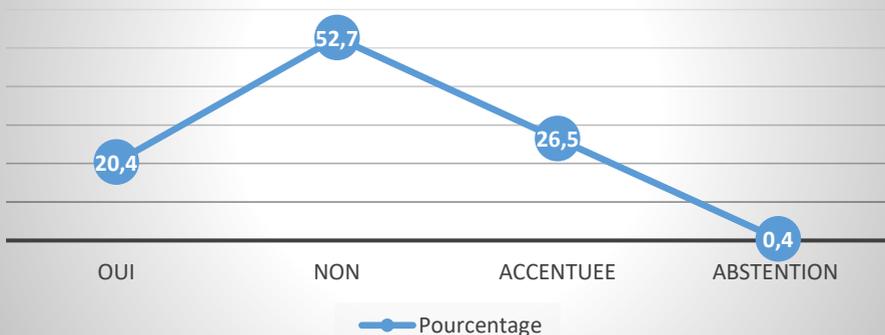
---

<sup>12</sup> Op.cit. CEDPE-2023 « ANALYSE DE LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE DU TCHAD ET DE L'ESPACE G5 SAHEL POUR L'ANNEE 2022 », P. 08

en rien la flambée des prix des produits dérivés sur les marchés locaux. Le concept du “juste prix” reste à ce titre un concept épistolaire sans réel impact sur le panier de la ménagère » tranchera le CEDPE quelques lignes plus tard dans le même ouvrage.

Après le DNIS, **204** répondants soit **20,4%** estiment que la cherté de vie s'est atténuée. Par contre, **527** soit **52,7%** soutiennent que le problème de la cherté de vie est resté entier même après le DNIS. **265** soit **26,5%** avancent qu'elle s'est accentuée après le DNIS. **0,4%** soit **04** participants ne se sont pas prononcés.

## LA CHERTÉ DE VIE S'EST-ELLE ATTENUÉE APRÈS LE DNIS ?



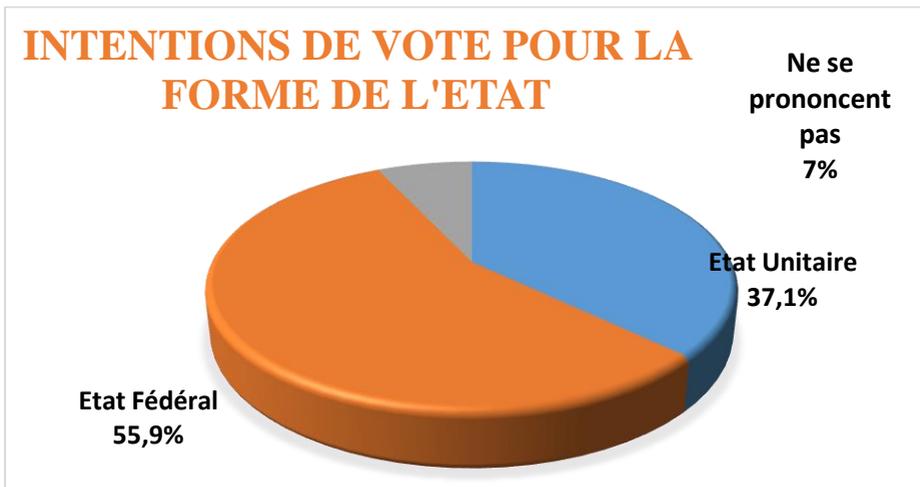
## **2.2.6. L'épineuse question de la forme de l'Etat**

La problématique de la forme de l'Etat mobilise l'imagination, suscite tous les fantasmes et controverses possibles chez les Tchadiens. Ce débat a été houleux lors des assises du DNIS avec deux tendances qui ont défendu bec et ongle l'option qui leur semble juste : maintenir la forme unitaire de l'Etat tout en rendant réelle et effective la décentralisation sur le territoire ou expérimenter la forme fédérale, après 63 ans d'exercice de l'Etat unitaire. Pour les adeptes du fédéralisme, l'Etat unitaire n'a pas été favorable au développement du pays surtout sur le plan rural. Des exemples comme le Nigeria ou les Etats-Unis d'Amérique intéressent certains tchadiens.

Cette question qui n'a pas pu trouver des conclusions définitives lors du DNIS a été renvoyée au prochain référendum constitutionnel qui départagera définitivement le tchadiens. La CONOREC, suppute une date en l'occurrence le 19 novembre prochain pour

les votes. En attendant, le CEDPE a essayé de creuser dans les intentions.

**371** répondants soit **37,1%** affirment qu'ils voteront pour l'Etat unitaire fortement décentralisé. **559** participants soit **55,9%** pencheront pour la forme fédérale de l'Etat lors du referendum. **70** personnes soit **7%** n'ont pas répondu à la question. Peut-être ne voteront-ils pas le moment venu.



### **2.2.7. Doutes sur la transparence des élections présidentielles à venir**

L'un des principaux enjeux de la deuxième phase de la transition amorcée après le DNIS est d'aboutir à des élections libres mais surtout crédibles. Pourtant, de la mémoire collective, les Tchadiens ont longtemps été des spectateurs avisés des élections truquées avec la corruption et les magouilles de tout acabit comme méthodes de campagne. Le scepticisme a donc gagné les esprits en ce qui concerne les élections et les résultats afférents. Il résulte de notre enquête que **601** personnes soit **60,1%** ne croient pas en la transparence des élections à venir. **29,6%** soit 296 estiment qu'elles seront crédibles et transparentes. **10,3%** soit **103** personnes n'ont pas répondu.

## **2.3. L'espace G5-sahel**

Malgré les efforts considérables déployés à l'échelon local et international en faveur de la stabilisation du Sahel, qui s'étend de la Mauritanie au Soudan et compte quelque 150 millions d'habitants, la sécurité va en se détériorant. L'insécurité se propage à travers de

frontières poreuses et a des conséquences dramatiques pour les populations. Non seulement les conflits qui y sévissent appauvrissent encore une région frappée par la misère, des inégalités et une exclusion sociale et politique endémiques, mais ils ont provoqué un afflux massif de milliers de déplacés internes (IDP) et de réfugiés qui cherchent à se mettre à l'abri dans les pays voisins ou, plus loin, au Maghreb ou en Europe<sup>13</sup>. C'est le contenu d'un rapport publié en décembre 2020 par l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN sur la situation du G5-Sahel. L'aspect sécuritaire a été soulevé dans notre enquête pour permettre à la population de livrer sa propre lecture.

### **2.3.1. La situation sécuritaire**

Sur les **1000** participants, **962 (96,2%)** ont répondu à la question de savoir ce qu'ils pensent de la situation

---

<sup>13</sup> GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM) de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN « DÉVELOPPEMENT ET SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU SAHEL » Rapport-Décembre 2020, P. 26

sécuritaire dans le sahel depuis ces 12 derniers mois. Soit **3,8%** d'abstention.

**20,2%** des répondants estiment que la situation sécuritaire est stable ces 12 derniers mois soit **202** personnes. Tandis que **398** soit **39,8%** soutiennent qu'elle est inquiétante. **362** soit **36,2%** participants trouvent qu'elle est restée la même depuis toujours.

### **2.3.2. Le sentiment anti-français**

De Dakar à Bangui, en passant par Ouagadougou et Niamey, le rejet de la politique française en Afrique est sans cesse croissant. Depuis, pour qualifier cette réalité que beaucoup reconnaissent comme étant complexe, une expression a fait flores : « le sentiment anti-français ». Rejetée par de larges franges de la population sur le continent, l'usage de cette facilité langagière tend à se pérenniser, même en France<sup>14</sup>. Au Mali, en RCA et

---

<sup>14</sup> Christian Eboulé « Le sentiment anti-français", retour sur une expression contestée sur le continent africain » article publié le 01 mars 2023 sur [www.tv5monde.com](http://www.tv5monde.com), consulté le 14 mars 2023 à l'adresse : <https://information.tv5monde.com/afrique/le-sentiment-anti-francais-retour-sur-une-expression-contestee-sur-le-continent-africain?amp>

récemment au Burkina Faso, c'est par des actes et des décisions concrètes aux sommets des Etats que la rupture avec la France se matérialise. La rupture est quasiment totale avec l'arrêt des coopérations militaires et diplomatiques dans certains pays.

Au Tchad, la population s'est réveillée le mardi 27 avril 2021 dans une situation tendue marquée par des violentes manifestations avec des tirs qui ont fait au moins deux morts et une trentaine des blessés. Cette marche violente accompagnée de vacarme de sifflets et de casseroles sur N'Djamena imputée à l'opposition qui s'est affichée contre le « néocolonialisme français ». Les slogans de « Non au néocolonialisme français », « Macron missionnaire de la France-Afrique», ont ponctué ces marches au cours desquels des entreprises françaises ont subi des dégâts. Les manifestants se sont attaqués à toutes les représentations de la France dans la capitale N'Djamena. A cet effet, des drapeaux français ont été brûlés et une station-service française

située dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de N'Djamena, rapporte BBC Afrique, «a été mise à sac»<sup>15</sup>.

**632** participants soit **63,2%** trouvent que le sentiment anti-français est justifié contre **296** soit **29,6%** qui trouvent cet élan sans importance. **72** personnes soit **7,2%** se sont abstenues de répondre.

**Quant à la question de savoir est-ce qu'ils trouvent que les sectes terroristes se sont renforcées après le départ des troupes françaises dans certains pays du sahel ?**

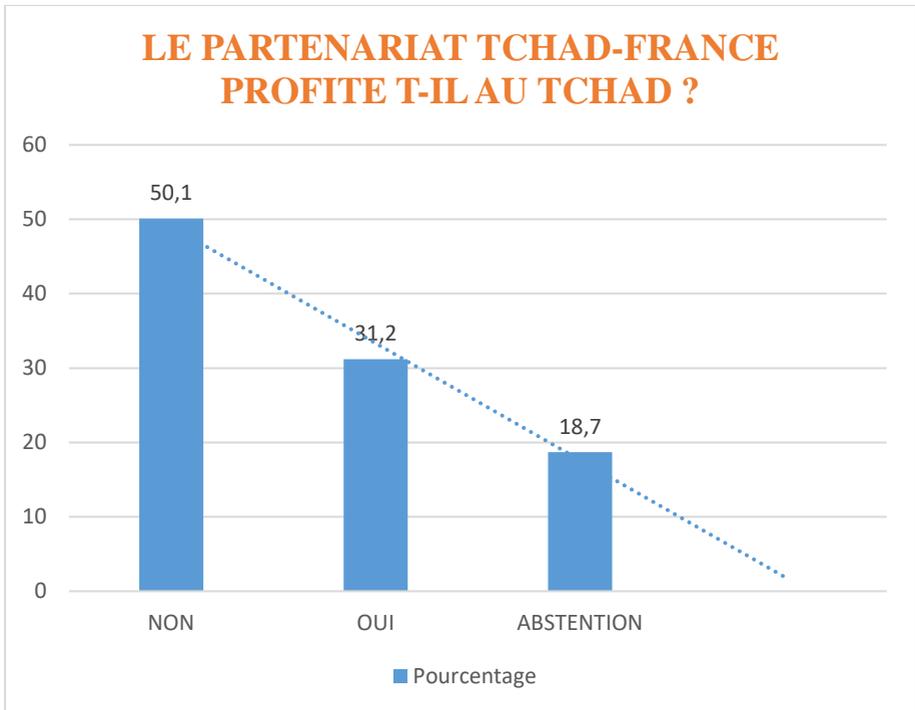
**553** soit **55,3%** répondent tout de suite par la négative alors que **277** soit **27,7%** trouvent que les sectes nébuleuses sont en train de reprendre du terrain après le départ français. **170** participants soit **17%** ne se sont pas prononcés sur cette question.

---

<sup>15</sup> Oumpounini MANDOBIGA « Tchad: le sentiment anti-français fait des dégâts à N'Djamena », article publié le 27 avril 2021 sur [www.wakatsera.com](https://www.wakatsera.com) consulté le 14 mars 2023 à l'adresse <https://www.wakatsera.com/tchad-le-sentiment-anti-francais-fait-des-degats-a-ndjamena/>

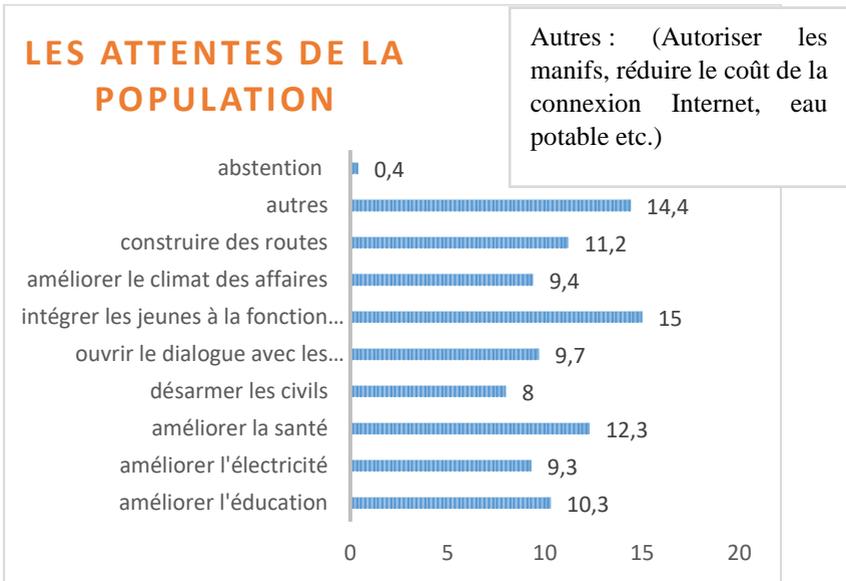
### 2.3.3. Le partenariat Tchad-France

501 participants (50,1%) estiment que les accords qui lient les deux pays ne profitent pas au Tchad, contre 312 soit 31,2% qui perçoivent un partenariat gagnant-gagnant entre les deux pays. 187 répondants ne sont pas prononcés sur la question soit 18,7%.



### III. Les attentes de la population

Après dépouillement et analyse des différentes données, nous avons identifié un certain nombre de besoins qu'émet la population.



De façon épistolaire, les attentes se déclinent comme suit :

- Améliorer l'éducation : 10,3% ;
- Améliorer l'électricité : 9,3% ;
- Améliorer la santé : 12,3% ;
- Améliorer le climat des affaires : 9,4% ;

- Désarmer les civils : 8% ;
- Dialoguer avec les politico-militaires réfractaires : 9,7% ;
- Intégrer les jeunes à la fonction publique : 15% ;
- Construire des routes nationales : 11,2% ;
- Autres (autoriser les manifestations, réduire le coût d'Internet, rendre accessible l'eau potable à tous...) : 14,8%.

## IV. Vérification des hypothèses

**Hypothèse 01 :** L'histoire du Tchad est semée d'embûches. Plusieurs décennies de guerres ont non seulement retardé son développement économique, mais elles ont mis également le tissu social en lambeaux. Les populations tchadiennes, lassées de voir le pays rater le coche du développement à cause des tensions intestines et conflits internes à répétition, sont gagnées par une sorte de pessimisme et développent une incrédulité accrue vis-à-vis des projets d'Etat.

**Vérification** : cette première hypothèse s'avère juste, lorsque **26,7% (267)** des participants estiment que le peuple s'est réconcilié avec lui-même après le DNIS, contre la grande majorité de **681 (68,1%)** personnes qui répondent par la négative. En outre, **601** personnes soit **60,1%** ne croient pas en la transparence des élections à venir. Seulement **29,6%** soit 296 estiment qu'elles seront crédibles et transparentes.

**Hypothèse 02** : Nombre de personnes restent dubitatives vis-à-vis des conclusions du DNIS, fustigent les conditions dans lesquelles il s'est déroulé et sont sceptiques quant à la mise en œuvre des conclusions.

**Vérification** : **321 (32,1%)** estiment que les résolutions et recommandations répondent aux attentes du peuple tchadien et traduisent les préoccupations de l'heure. En revanche, **61%** des répondants estiment que les conclusions du DNIS sont impopulaires. L'on voit bien que la majorité ne se retrouve pas dans les conclusions des assises. Par conséquent, leur mise en

œuvre, qu'elle soit effective ou perfide reste un non-événement pour beaucoup de personnes.

**Hypothèse 03** : Une frange de la population ne voit aucun changement six mois après la tenue du DNIS.

**Vérification** : Les données de l'enquête le démontrent encore une fois de plus :

- Après le DNIS, **208** répondants soit **20,8%** estiment que la cherté de vie s'est atténuée. Cependant, **527** soit **52,7%** soutiennent que le problème de la cherté de vie est resté entier même après le DNIS. **260** soit **26%** avancent eux qu'elle s'est accentuée après le DNIS ;
- **629** participants soit **62,9%**, estiment que ni la liberté d'expression, ni la justice ne sont effectives pendant la transition post-DNIS ;
- **58,1%** des participants estiment que le problème des conflits internes (éleveurs-agriculteurs, inter et intracommunautaires, fonciers etc.) reste entier.

**Hypothèse 04** : Le sentiment anti-français gagne de plus en plus du terrain et les peuples africains sont de plus en plus critiques en ce qui concerne la politique africaine de la France en Afrique subsaharienne.

**Vérification** : **63,2%** trouvent que le sentiment anti-français est justifié en Afrique contre seulement **29,6%** qui trouvent cet élan sans importance.

Par ailleurs, au Tchad, **50,1%** estiment que les accords qui lient le pays et l'ancienne puissance coloniale ne profitent pas aux tchadiens.

## Conclusion

Aux termes de notre analyse, il est crucial de rappeler la démarche méthodologique ayant conduit à parachever notre enquête. Pour atteindre le but escompté, il s'est avéré utile de mettre en place,

Une phase de production des outils de collecte de données, une phase de recrutement des enquêteurs, une phase de formations des enquêteurs, une phase d'enquête proprement dite (l'administration des outils et collecte de données), une phase de dépouillement, une phase de traitement ;

Une phase d'analyse et interprétation des données. Aussi, force est-il de constater avec que l'histoire politique du Tchad a été toujours et est jalonnée par des conflits meurtriers, empêchant ainsi une éclosion de développement et de paix durable. En dépit des foras organisés çà et là, il n'en demeure pas moins vrai, que la précarité de la paix reste une vérité incontestable.

Aussi, au regard des enquêtes menées, force est malheureusement de constater le scepticisme

persistant, sinon le doute légitime des populations quant au changement de paradigme. Ce doute se traduit globalement autour d'un manque de confiance à l'égard des institutions compétentes notamment dans l'organisation des élections à venir. Les conflits agriculteurs et éleveurs viennent émousser l'idylle d'un Tchad refondé. Les avis sont majoritairement partagés autour de la nécessité de la libéralisation de l'espace public, c'est à dire de l'autorisation des manifestations et d'un climat propice à la démocratie, gage de stabilité et d'une société harmonieuse.

S'agissant particulièrement de la politique étrangère, le regard a été davantage orienté vers la relation que le Tchad entretient avec son ancien maître, la France. À cet égard, les avis sont encore une fois de plus, cristallisés sur la nécessité de reconsidérer les termes de partenariats bilatéraux entre les deux pays. La posture paternaliste de la France vis-à-vis du Tchad est dorénavant mal vue. De mémoire, le drapeau français a été déchiré voire brûlé, avec des slogans tels que « non au néocolonialisme » etc.

En définitive, il est à faire observer que rien ne semble augurer des lendemains radieux, pour les personnes ayant participées à l'enquête, objet de cette contribution. Tout au long de l'analyse des résultats, nous avons constaté un certain nombre conséquent de pourcentages d'abstention. Cette situation peut relever probablement d'un sentiment de doute ou d'insécurité qui abrite les enquêtés, en dépit de l'assurance du caractère anonyme des opinions. Aussi, cela peut être la résultante d'une certaine indifférence vis-à-vis des affaires de la République.

## Annexes

**TABLEAU 01 : SEXES DES PARTICIPANTS**

Sexe	Nombre	%
Hommes	637	63,7
Femmes	359	35,9
N'ayant pas précisé	04	0,4
Total	1000	100

**TABLEAU 02 : TRANCHES D'AGE**

Groupe d'âge	Nombre	%
15-19	104	10,4
20-24	226	22,6
25-29	189	18,9
30-34	145	14,5
35-39	101	10,1
40-44	69	6,9
45-49	44	4,4
50-54	46	4,6
55-59	35	3,5

60-74	24	2,4
75 - plus	02	0,2
Abstention	15	1,5
Total	1000	100

**TABLEAU 03 : STATUTS MATRIMONIAUX  
DES PARTICIPANTS**

<b>Mariés</b>	441	44,1%
<b>Célibataires</b>	495	49,5%
<b>Abstention</b>	64	6,4%
<b>Total</b>	1000	100

**TABLEAU 04 : STATUTS PROFESSIONNELS  
DES PARTICIPANTS**

<b>Statuts</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Fonctionnaires	152	15,2
Travailleurs	132	13,2
Sans-emplois	179	17,9
Etudiants	224	22,4

Entrepreneurs	50	5
Débrouillards	102	10,2
Ménagères	79	7,9
Autres	39	3,9
Abstention	43	4,3
Total	1000	100

**TABLEAU 05 : INCLUSIVITE DU DNIS**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Inclusif	342	34,2
Pas inclusif	600	60
Abstention	58	5,8
Total	1000	

**TABLEAU 06 : PERCEPTIONS DES  
CONCLUSIONS DU DNIS**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Répondent aux attentes du peuple	321	32,1

Sont impopulaires	610	61
Abstention	69	6,9
Total	1000	100

**TABLEAU 07 : LE PEUPLE S'EST-IL RECONCILIE APRES LE DNIS ?**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
OUI	267	26,7
NON	681	68,1
Abstention	52	5,2
Total	1000	100

**TABLEAU 08 : LA LIBERTE D'EXPRESSION ET LA JUSTICE SONT-ELLES EFFECTIVES APRES LE DNIS ?**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
OUI	322	32,2

NON	629	62,9
Abstention	49	4,9
Total	1000	100

**TABLEAU 09 : LES CONFLITS INTERNES SONT-ILS EN BAISSSE APRES LE DNIS ?**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
OUI	315	31,5
NON	581	58,1
Abstention	104	10,4
Total	1000	100

**TABLEAU 10 : LA CHERTE DE VIE APRES LE DNIS**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
En baisse	204	20,4
N'a pas changé	527	52,7
S'est accentuée	265	26,5
Abstention	04	0,4
Total	1000	100

**TABLEAU 11 : FORME DE L'ETAT**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Etat unitaire	371	37,1
Etat fédéral	559	55,9
Abstention	70	7
Total	1000	100

**TABLEAU 12 : CROYEZ-VOUS-EN LA TRANSPARENCE DES ELECTIONS A VENIR ?**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
OUI	296	29,6
NON	601	60,1
Abstention	103	10,3
Total	1000	100

**TABLEAU 13 : LES ATTENTES DE LA POPULATION**

<b>Opinions</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
Améliorer l'éducation	103	10,3
Améliorer l'électricité	93	9,3

**Sondage sur l'état d'esprit de la population Post-DNIS-Avril -Mai 2023.....5**

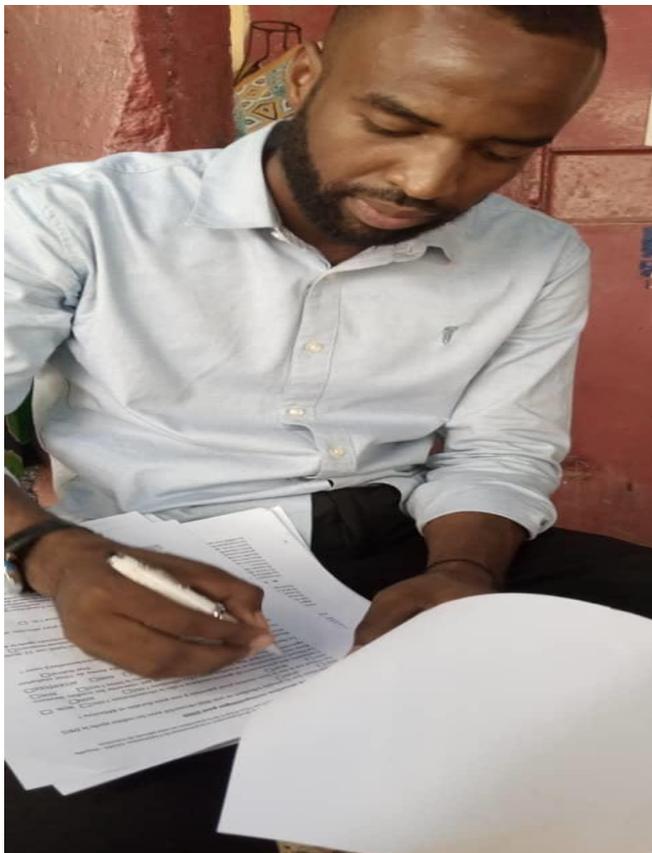
Améliorer la santé	123	12,3
Désarmer les civils	80	8
Dialogue avec les politico-militaires	97	9,7
Intégrer les jeunes à la Fonction P.	150	15
Améliorer le climat des affaires	94	9,4
Construire des routes nationales	112	11,2
Autres	148	14,8



*L'équipe du CEDPE en plein travail d'analyse des résultats*



*Les enquêteurs et l'équipe du CEDPE à la sortie d'une séance de travail*



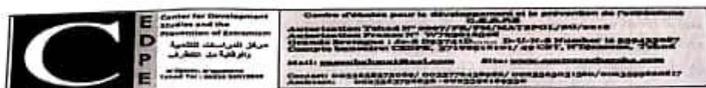
*Des Jeunes remplissant la fiche d'enquête*



## Un exemplaire de la fiche d'enquête

# Sondage sur l'état d'esprit de la population Post-DNIS-Avril -Mai 2023.....5

REPUBLIQUE DU TCHAD – Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme -CEDPE – Enquête indépendante et apolitique N° 5 d'avril 2023 sur l'état d'esprit de la population en cette période de transition



**FICHE D'ENQUETE N° ...../4 avril 2023**  
**sur l'état d'esprit de la population en cette période de transition**

### Contexte

Ce questionnaire est conçu strictement dans le cadre d'une recherche scientifique et sociologique, dans la perspective de déterminer l'état d'esprit de la population en cette période de transition, à la suite du dialogue National Inclusif (DNIS). Le présent sondage vise à sonder l'opinion publique sur un certain nombre de sujets afin de situer sa perception et son appréhension. Les informations recueillies ne seront pas préjudiciables, d'autant plus que les formulaires doivent être remplis de manière anonyme. Votre participation contribuera au travail scientifique mais pourrait aussi aider les décideurs à améliorer leurs services pour le bénéfice de la population. La liberté d'opinion fait partie des principes fondamentaux de la démocratie. Le milieu scientifique vous remercie de votre participation !

Nom de l'enquêteur : M/ Mme/ Melle .....tél/Watsup.....

### A. TITRE : Identification & Profil

Genre : M  F   
 Age : 15-19  20-24  25-29  30-34  35-40  40-44  45-49   
 50-54  55-59  60-74  75-plus   
 Statut matrimonial : marié(e)  célibataire   
 Si marié (e), combien d'enfants avez-vous ? .....  
 Statut professionnel : fonctionnaire  travailleur  chômeur  étudiant   
 Entrepreneur  débrouillard  ménagère  autre : .....

### B. TITRE : Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

Trouvez-vous que le DNIS a été véritablement inclusif et souverain ? OUI  NON   
 Justifiez votre réponse :  
 À cause de la non-participation de certaines formations politiques   
 À cause de la non-participation de certains mouvements politico-militaires   
 Autres : .....

Trouvez-vous que le déroulement du DNIS d'août à octobre 2022 au Tchad s'est passé dans les conditions escomptées ? OUI  NON   
 Quelle lecture faites-vous des résolutions et recommandations qui sont issues de cette grand-messe nationale ?  
 Elles répondent aux attentes du peuple  elles sont impopulaires   
 Selon vous, qu'est-ce qui a manqué pour que le dialogue soit une réussite ?  
 La transparence  l'inclusion  les débats de fond   
 Le DNIS est une réussite  autres : .....

REPUBLIQUE DU TCHAD - Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme -CEDPE - Enquête indépendante et apolitique N° 5 d'avril 2023 sur l'état d'esprit de la population en cette période de transition

**C. TITRE : La situation sociopolitique post DNIS**

Estimez-vous que le peuple tchadien se soit déjà réconcilié avec lui-même après le DNIS

OUI  NON

Le Tchad est-il sur le bon chemin pour parvenir à une paix durable et définitive ?

OUI  NON

L'amnistie des prisonniers de guerre renforce-t-elle la réconciliation ? OUI  NON

La liberté d'expression et la justice sont-elles effectives ? OUI  NON

Avez-vous remarqué une baisse des tensions en ce qui concerne les conflits éleveurs-agriculteurs, fonciers, inter et intracommunautaires après le DNIS ? OUI  NON

La cherté de vie a-t-elle été atténuée après le DNIS ? OUI  NON  ACCENTUEE

Bientôt sera organisé le référendum constitutionnel. Quelle forme de l'Etat souhaitez-vous ? Etat unitaire fortement décentralisé  Etat fédéral

Croyez-vous-en la transparence et la crédibilité des élections présidentielles à venir ?

OUI  NON

**D. TITRE : Espace g5-sahel**

Comment trouvez-vous la situation sécuritaire dans l'espace G5-Sahel ces 12 derniers mois ? Stable  inquiétante  n'a pas changé comme toujours

Trouvez-vous que les groupes terroristes dans le G5-Sahel sont renforcés après le départ des troupes françaises de certains pays membres ?

OUI  NON

Le sentiment antifrçais se répand de plus en plus dans les pays africains, anciennes colonies de la France. Est-il justifié ? OUI  NON

Pensez-vs que la politique africaine de la France profite au Tchad ? SI  NON

**E. TITRE : Attentes & Commentaires**

Quelles sont vos attentes des autorités de transition pour un Tchad émergent ?

Améliorer l'éducation  améliorer l'électricité  améliorer la santé

Désarmer les civils  ouvrir le dialogue avec les politico-militaires réfractaires

Intégrer les jeunes à la fonction publique  améliorer le climat des affaires

Construire des routes  fournir de l'eau potable

Résoudre le problème de la cherté de vie  rendre Internet accessible à tous

Autres : .....

Observation de l'enquêteur

Signature de l'enquêteur

Date le 4 avril 2023

Document édité par le Centre d'études pour le  
développement et la prévention de l'extrémisme -CEDPE  
Tchad- N'Djamena – quartier Ndjari Bilamatom  
[www.centresearche.com](http://www.centresearche.com)  
yacoubahmat@aol